

**ACCORD**  
**D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE COMPRENANT**  
**OU NON DES DEMOLITIONS**

**DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

**MAIRIE  
FREVENT**

| DESCRIPTION DE LA DEMANDE                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Référence dossier                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Dossier déposé incomplet le 15/01/2026 et complété le 10/04/2026 et le 13/05/2026.</b><br><b>Affiché en mairie en date du .....</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | <b>N° PC 062 361 26 00002</b>                                                                                                         |
| <p style="text-align: center;"><b>Par :</b> COMMUNE DE FREVENT<br/>DELARCHE Johann</p> <p style="text-align: center;"><b>Demeurant à :</b> 8, place Jean Jaurès<br/>62270 FREVENT</p> <p style="text-align: center;"><b>Pour :</b> Construction d'une unité de filtration et<br/>d'adoucissement d'eau potable,<br/>démolition d'un mur de clôture</p> <p style="text-align: center;"><b>Sur un terrain sis à :</b> Ruelle des Gambettes<br/>Cadastré : AD224, AD225, AD434,<br/>AD497, AD433</p> | <p><b>Surface de plancher créée autorisée :</b> 80,00 m<sup>2</sup></p><br><p><b>Destination : Equipement d'intérêt collectif</b></p> |

**Le Maire,**

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 424-1 et suivants, R 421-1 et suivants ;  
Vu le Code du patrimoine notamment ses articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 ;  
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18/12/2009, révisé le 13/11/2013, modifié le 13/05/2016 et le 21/10/2018 ;  
Vu le règlement de la zone **N** ;  
Vu la demande de Permis de construire comprenant ou non des démolitions, susvisée ;  
Vu les pièces complémentaires susvisées ;

Vu l'avis favorable du **Service Régional de l'Archéologie** en date du 02/03/2026 ;  
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de **Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France** en date du 09/02/2026,  
Vu l'avis favorable d'**ENEDIS** en date du 27/02/2026 ;  
Vu l'avis favorable assorti de prescriptions du **SDIS** en date du 24/02/2026 ;  
Vu la consultation de l'**ARS** en date du 05/02/2026 et restant sans réponse à ce jour ;  
Vu la consultation de la **DDPP** en date du 05/02/2026 et restant sans réponse à ce jour ;

Considérant d'une part que l'article R 425-2 du Code de l'Urbanisme dispose que « Lorsque le projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 632-1 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées, ou son avis pour les projets mentionnés à l'article L. 632-2-1 du code du patrimoine. » ;

Considérant que le projet consiste en la construction d'une unité de filtration et d'adoucissement d'eau potable et la démolition d'un mur de clôture ;

Considérant que le projet est situé dans un Site Patrimonial Remarquable ;

Considérant que dans son avis conforme favorable avec prescriptions, Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France émet les prescriptions suivantes : « Afin de favoriser l'intégration de ce projet situé en Site Patrimonial Remarquable, il convient de respecter les prescriptions suivantes : L'effet miroir du paysage sera renforcé par la mise en place d'une haie vive positionnée entre la ruelle et la grille rigide de la clôture. ».

Considérant ainsi que pour une intégration optimale de ce projet dans son environnement, et pour ne pas porter atteinte à la conservation ou la mise en valeur de ce site patrimonial remarquable, il est obligatoire de suivre les prescriptions émises par Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France ;

Considérant ainsi que le projet sera réalisé conformément aux prescriptions de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France.

## ARRETE

**Article 1 :** Le permis de construire est accordé pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve du respect de l'intégralité des indications portées au présent dossier de permis de construire ainsi que des prescriptions contenues dans l'avis de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France en date du 09/02/2026.

**Article 2 :** Les prescriptions émises par le **SDIS** dans leur avis du 24/02/2026, devront être strictement respectées.

**Article 3 :** En application de l'article L. 425-14 du code de l'Urbanisme, le pétitionnaire ne peut mettre en œuvre la présente autorisation de construire au titre du code de l'urbanisme sans avoir obtenu une décision favorable à la demande d'autorisation environnementale ou la déclaration des IOTA (si celle-ci est requise) au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'Environnement.

Fait à FREVENT

Le 29 Juin 2026

Le Maire, NOM et Prénom

DELARCHE Jehan



---

### OBSERVATIONS PARTICULIÈRES :

---

**Le pétitionnaire est informé qu'une déclaration d'ouverture de chantier (DOC) devra être déposée en mairie dès le commencement des travaux. A l'achèvement, une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) devra également être transmise en mairie.**

La commune de **FREVENT** est répertoriée au Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), mis à jour en 2003 par la Cellule d'Analyse des Risques et d'Information Préventive (CARIP) de la Préfecture du Pas-de-Calais pour les risques suivants :

- Inondation
- Mouvement de terrain
- Exposition au sols argileux moyenne (2/3)
- Séisme - Zone de sismicité : 1
- Transport de marchandises dangereuses
- Sols argileux : exposition faible (1/3).

Le territoire de la commune est situé en **Site Archéologique**. Il est susceptible de receler des vestiges encore inconnus. Si lors de la réalisation des travaux des vestiges archéologiques étaient mis à jour, ils devront être signalés immédiatement au service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par des spécialistes et tout contrevenant sera passible des peines prévues à l'article 322-2 du code pénal.

*Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :*

- Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :*
- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
  - si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
  - si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT**

**COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

**DURÉE DE VALIDITÉ :** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

**DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

**OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme dans un délai d'un mois (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

